

**Accord d'interprétation relatif à  
l'article 3.2.7 de l'accord du 8 novembre 1984  
complété par l'avenant du 14 juin 1995  
sur le droit syndical**

Les parties signataires du présent accord conviennent des dispositions suivantes concernant la prise en charge des frais de déplacement des délégués syndicaux salariés des entreprises de travail temporaire à l'occasion des réunions de négociations d'entreprise issues d'une obligation légale ou conventionnelle.

**Article 1**

Le montant des frais de déplacement visés à l'article 3.2.7 de l'accord du 8 novembre 1984 complété par l'avenant du 14 juin 1995 est arrêté par l'employeur.

**Article 2**

Si aucun barème de remboursement n'existe dans l'entreprise, l'employeur doit le définir.

**Article 3**

La négociation d'un accord pré-électoral entre dans le cadre des obligations légales ou conventionnelles visées à l'article 3.2.7.

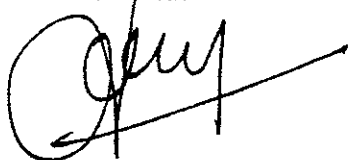
**Article 4**

Les modalités de remboursement des frais de déplacement sont effectuées conformément aux règles en vigueur dans l'entreprise, que ces règles soient définies par l'employeur ou par accord d'entreprise.

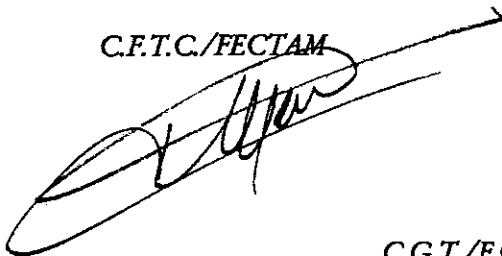
Les parties considèrent que le remboursement des frais devrait s'effectuer dans les 15 jours suivant la remise de justificatifs de frais.

Fait à Paris, le 15 janvier 1997

C.F.D.T.



C.F.T.C./FECTAM



C.F.E.- C.G.C./FNECS



G.G.T.

C.G.T./F.O.



PROMATT



UNETT